

[Texte]

Various people I have talked to over the years have suggested that these sorts of fears—which were raised in countries like Australia, for example—have been largely unfounded, in the sense that where operations have become public it has not had any noticeable effect on Australia's relationship or other countries' relationship with the country affected.

• 1435

The second counterargument, which I see as a bit more effective, is that there are other ways in which this might be done, other than by giving CSIS or some particular specially created agency this foreign intelligence role. It might be done with a beefed-up operation through the Department of External Affairs. I would accept that this might be a not-so-bad second-best, but I would argue that diplomats are not trained to gather and assess this kind of intelligence. Particularly they are not trained to gather it, and I do not think they should be asked to do it. I think this is endangering the relationship you have with other countries much more than if there is a particular group that is assigned these functions. I guess therefore I am arguing for a modest expansion of the kind of operation that Canada already has in place.

In conclusion, let me trot out a very much personal hobby-horse. It seems to me that a continuing problem for Canadian foreign policy generally is the number of illusions that still plague our thinking. Foremost among these is what I referred to a few minutes ago—the boy scout image. I personally think that this image we have of ourselves constrains our foreign policy. I think it weakens it. I think it limits the options we have abroad. I think it certainly weakens the pursuit of Canadian interests. It certainly paralyzes what ought to be a vigorous public debate about some of these issues. Even debating openly the possible establishment of a foreign intelligence service, it seems to me, would help Canadians to shed some of these illusions. If after this debate there was a consensus in favour, then it seems to me the Canadian government might well think about acting.

Though such an operation would almost certainly be unpopular with some Canadians, the bottom line, it seems to me, is that a national intelligence agency could make Canadian foreign policy more effective. Ironically, it could make Canada a better peacekeeper, it could make Canada a more effective provider of aid, and it could make Canada a more influential member of the United Nations, all those sorts of things we hold most dear. Thank you.

[Traduction]

Diverses personnes à qui j'en ai parlé au cours des années m'ont dit que les craintes de ce genre—évoquées en Australie, par exemple—sont assez peu fondées puisque, là où des opérations de ce genre sont devenues de notoriété publique, cela n'a eu aucun effet manifeste sur les relations entre, d'une part, l'Australie ou d'autres pays et de l'autre, le pays en cause.

Le deuxième argument invoqué contre ma thèse, argument que je considère un peu plus solide, celui-là, c'est qu'il y a d'autres moyens d'agir dans ce sens que de donner au SCRS ou à une autre agence créée spécialement à cette fin un tel rôle en matière de renseignement sur l'étranger. On pourrait le faire en intensifiant certaines activités du ministère des Affaires extérieures. J'admets que ce ne serait pas mal comme deuxième solution, mais je soutiens que les diplomates n'ont pas reçu la formation nécessaire pour recueillir et évaluer ce type de renseignement. En particulier, ils ne sont pas formés pour rechercher cette information, et je pense qu'on ne devrait pas leur demander de le faire. À mon avis, cela pourrait compromettre les relations avec les autres pays, bien plus que s'il existait un groupe particulier auquel ces tâches sont confiées. Ce que je préconise, par conséquent, c'est une expansion modérée de l'activité que le Canada exerce déjà.

Pour conclure, je vous ferai part d'une de mes obsessions personnelles. J'ai l'impression que la politique étrangère du Canada en général est affaiblie par certaines illusions que nous continuons d'entretenir. Il y a surtout celle à laquelle j'ai fait allusion il y a quelques minutes: la réputation de boys-scouts que nous nous sommes donné. À mon avis, cette image que nous nous faisons de nous-mêmes paralyse notre politique étrangère. Elle l'affaiblit. Elle limite nos choix à l'étranger. Il n'est pas douteux que cette image affaiblit la défense des intérêts canadiens. Elle paralyse à coup sûr un débat, qui devrait être mené vigoureusement dans le grand public au sujet de certaines de ces questions. Même un débat ouvert sur la création éventuelle d'un service de renseignement étranger pourrait aider les Canadiens, il me semble, à se défaire de quelques-unes de ces illusions. Si, à l'issue d'un tel débat on s'entendait sur l'opportunité de créer un tel service, il me semble que le gouvernement canadien se sentirait mieux placé pour agir.

Il est presque certain qu'une telle activité serait impopulaire auprès de certains Canadiens, mais, en fin de compte, il me semble qu'un service national de renseignement pourrait rendre plus efficace la politique étrangère du Canada. Paradoxalement, il pourrait faire du Canada un meilleur pacificateur, un meilleur fournisseur d'aide, un membre plus influent des Nations Unies, c'est-à-dire qu'il nous aiderait à réaliser tous ces objectifs qui nous sont les plus chers. Merci.